



Résam
RÉSEAU • ÉCHANGES • SERVICES • ASSOCIATIONS
PAYS DE MORLAIX

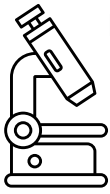
Coopérations
Transitions écologiques

#1 Atelier

Vendredi 17 février 2023



SYNTHÈSE - SOMMAIRE INTERACTIF



UNE EXPÉRIMENTATION

STRUCTURER LES COOPÉRATIONS
POUR RÉSOUDRE LES DÉFIS DE NOS
TERRITOIRES



UN TERRITOIRE :
LE PAYS DE MORLAIX



OUVERTE À
TOU-TE-S

APPUI MÉTHODOLOGIQUE

La Fonda
fabrique
associative



COORDINATION LOCALE



Resam
RESEAU ECHANGES-SERVICES-ASSOCIATIONS
PAYS DE MORLAIX



UNE AMBITION :
RENFORCER LES ACTIONS,
MÉTHODES ET OUTILS
DÉJÀ EXISTANTS EN
ÉLABORANT UNE
STRATÉGIE D'IMPACT
COLLECTIF



UN THÈME :
LES TRANSITIONS
ÉCOLOGIQUES

DEUX ANNÉES POUR EXPÉRIMENTER

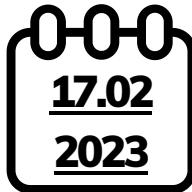
DÉCLENCHEMENT DE
LA COMMUNAUTÉ
D'ACTION

ORGANISATION DE
LA COMMUNAUTÉ
D'ACTION

ANIMATION DE LA
COMMUNAUTÉ
D'ACTION

CAPITALISATION
ET PÉRENNISATION

↑
NOUS
SOMMES
ICI



1ER ATELIER
JOURNÉE DE
LANCEMENT

MATIN

APRÈS-MIDI

citoyen-n-e-s
élu-e-s
technicien-ne-s de
collectivité
dirigeant-e-s
associatif-ve-s
salarié-e-s
associatif-ve-s
dirigeant-e-s d'entreprises

39
participant-e-s



projets
imaginés



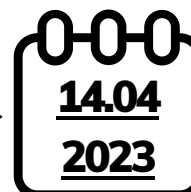
documentation
des tendances

priorisation



CLÔTURE
DE YANNICK
BLANC

LA SUITE



2E ATELIER
A L'ULAMIR-CPIE
SALLE STEREDENN
LANMEUR

PRÉSENTATION DE L'EXPÉRIMENTATION

Présentation

La journée de lancement de l'expérimentation s'est déroulée le 17 février 2023 dans les locaux du RESAM, au 2D. Le RESAM est un réseau au service des associations, qui met notamment en œuvre des dynamiques de coopération et de solidarité. Il ouvre aujourd'hui une nouvelle page de son projet associatif avec le lancement d'une expérimentation intitulée "Structurer les coopérations pour résoudre les défis de nos territoires". Cette démarche, centrée sur la transition écologique, est portée par un questionnement sur le monde dans lequel nous souhaitons vivre. L'expérimentation nous invite également à réinterroger nos pratiques collectives et individuelles, dans une période où nous sommes face à des enjeux sociaux primordiaux.

LES INITIATEURS DE L'EXPERIMENTATION

L'expérimentation "Structurer les coopérations pour résoudre les défis de nos territoires" est une expérimentation nationale, impulsée par la Fonda et le Réseau national des maisons des associations (RNMA). Elle se déploie au local sur deux territoires, à Morlaix et à Mulhouse.

L'expérimentation mise en place au niveau territorial sur le Pays de Morlaix s'appuie donc au départ sur l'initiative du RNMA, de la Fonda et du Réseau d'échanges et de services du Pays de Morlaix (RESAM).

Le RESAM est né dans les années 2000 et s'est constitué sous forme associative en 2010. Il est un point d'appui à la vie associative. A ce titre, il accompagne les associations - leurs bénévoles et leurs salariés - dans la mise en œuvre et la valorisation de leurs projets. Faisant le constat que la coopération renforce l'impact des projets sur le territoire, le RESAM travaille à amplifier la mise en réseau des associations.

Au niveau local, le RESAM porte l'expérimentation avec le Pôle ESS du pays de Morlaix et l'ULAMIR-CPIE. L'expérimentation est ouverte à tous : les collectivités, les associations, les citoyens, les entreprises, etc. L'accompagnement méthodologique proposé par la Fonda doit permettre de se donner les moyens de mieux se connaître, partager des connaissances et amorcer une coopération pluri-acteurs répondant aux enjeux de la transition écologique.

Le RESAM est membre du Réseau National des Maisons des Associations.



Créé en 1994, le RNMA est aujourd'hui une Fabrique de communs au service de la vie associative territoriale grâce à la promotion, le partage et le développement de projets associatifs.

Le RNMA agit avec et auprès de plus de 80 structures membres, maisons des associations (associatives ou services de collectivités), réparties sur le territoire métropolitain et en Outre-Mer, chacun apportant sa pierre à l'édifice, en tirant quelque chose pour son territoire, tout en participant à la construction d'un savoir, d'un apport transmissible à d'autres territoires et maisons des associations.





LA FONDA EN QUELQUES MOTS

La Fonda est une Association reconnue d'utilité publique qui contribue au développement de la vie associative depuis 1981 avec pour mot d'ordre « Pas de vitalité démocratique sans vitalité associative ».

Elle a trois missions principales :

- valoriser et amplifier le fait associatif,
- éclairer les responsables associatifs et leurs partenaires dans leurs réflexions stratégiques,
- accompagner les coopérations entre acteurs au service de l'intérêt général.

Depuis les années 2000, elle est un « laboratoire d'idées » au service des associations et de leurs partenaires. Ce « laboratoire d'idées » se structure autour de trois activités principales :

- une revue « La Tribune Fonda » publiée tous les trimestres,
- des études prospectives,
- des débats et des universités.

Elle aborde plusieurs axes de questionnement par exemple, sur la transformation de l'engagement bénévole ou encore, sur le modèle économique des associations. Elle a notamment initiée récemment une étude prospective sur les avènements possibles d'une société de l'engagement.

En parallèle, elle est également une « Fabrique associative » car elle conduit des expérimentations et anime des projets pluri-acteurs. Cette « Fabrique associative » se structure autour de quatre activités principales :

- des expérimentations,
- des formations et des accompagnements,
- de la capitalisation méthodologique,
- de l'animation.

POURQUOI CETTE EXPÉRIMENTATION ?

Dans la continuité de ses actions, la Fonda développe en 2010 l'utilisation de la prospective sur le programme « Faire ensemble 2020 ». Ce programme se prolonge avec « Faire ensemble 2030 », lancé lors de l'université de prospective de la Fonda en 2018 qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Les ODD facilitent la modélisation des enjeux actuels dans leur complexité. Ils sont utiles autant à l'échelle macroéconomique qu'à l'échelle microéconomique. La contribution à l'atteinte des différents ODD peut ainsi être le fait tant d'acteurs agissant au niveau national, que d'acteurs agissant à une échelle locale. Les acteurs associatifs représentent aujourd'hui 1 million d'associations et 22 millions de bénévoles en continu. Ce sont des acteurs clés qui peuvent être porteurs d'innovation sur le territoire. Pourtant, le monde associatif se considère encore aujourd'hui comme insuffisamment reconnu.

La question qui se pose est donc : existe-t-il un moyen de transformer cette force associative afin qu'elle devienne un levier de transformation ? Comment amener les associations à mieux coopérer entre elles, et avec d'autres acteurs, pour qu'elles jouent pleinement leur rôle dans l'atteinte des ODD et la construction d'une société solidaire, juste et durable ?

Une association, c'est à la fois la loi 1901 – qui constitue un socle commun de règles pour toutes les associations. Mais c'est aussi et surtout la réunion d'acteurs d'origines différentes ayant des objectifs différents qui mettent en commun des ressources. Le geste de coopérer peut ainsi être vu comme une manière de donner une portée plus large au geste associatif.

L'expérimentation menée sur le territoire de Morlaix s'inscrit dans une dynamique de longue date pour la Fonda qui peut être résumée par deux phases :

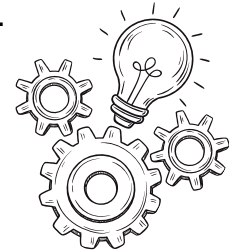
Une première vague d'expérimentations menée par la Fonda a conduit à la rédaction d'un Guide méthodologique du « Faire Ensemble ». Ce guide est une capitalisation d'expérimentations menées sur les thèmes de la lutte contre la précarité énergétique à Lyon, avec le 107 ; de la prévention contre le décrochage scolaire en Essonne, avec le Centre de ressources politiques de la ville de l'Essonne ; de la prévention et promotion de la santé à Nanterre, avec l'ARS Ile-de-France. L'objectif pour chacune de ces expérimentations est de construire des méthodes adaptées pour aider à mettre en œuvre une coopération à l'échelle d'un territoire. Ces méthodes/outils ont vocation à s'essaimer sur le territoire et à être réappropriés.

Une deuxième vague d'expérimentations – celle dans laquelle nous nous situons - consiste à partir en premier lieu du territoire pour faire émerger des réponses collectives aux enjeux identifiés en commun.

POURQUOI CETTE EXPÉRIMENTATION ?

Ce cheminement nous amène vers une deuxième problématique : Comment faire progresser la capacité des acteurs à coopérer pour agir concrètement et durablement au service de la transition ?

Le constat est qu'actuellement, le mode d'action politique est insuffisant, et qu'il faut imaginer des nouveaux modèles d'action, plus horizontaux, reposant sur la mise en commun, la valorisation et la coordination des ressources dont chacun des acteurs d'un territoire est porteur, au service de la réponse à un problème identifié en commun. Les acteurs associatifs, parce qu'ils portent en eux la culture du commun, peuvent avoir cette capacité à « Faire Ensemble » s'ils ont les outils pour le faire. Des choses existent, initiées par les pouvoirs publics, comme les Cités éducatives ou les Contrats de relance et de transition écologique (CRTE), mais auxquelles font le plus souvent défaut un outillage méthodologique pour faciliter leur mise en œuvre. Avec l'expérimentation, nous proposons d'aller plus loin en faisant coopérer les acteurs qui n'ont pas de rapport entre eux. Et surtout, nous proposons de fournir et de consolider une méthode pour coopérer, construite avec les acteurs.



COMMENT FAIRE POUR COOPÉRER ?

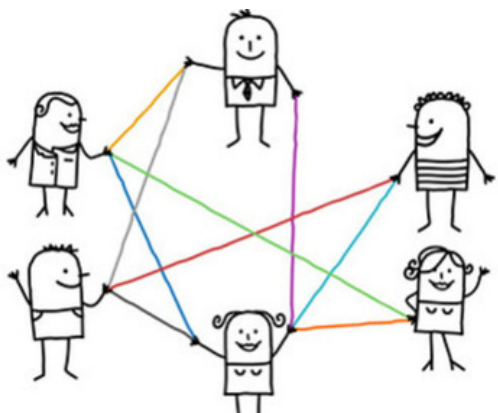
Avec la problématique de la transition écologique, les enjeux sont complexes, car tant les causes que les conséquences qui en relèvent sont multiples. Il est nécessaire de prendre en compte toutes les composantes de la société et de traiter ensemble les différentes facettes de la transition (sociales, environnementales, économiques, etc.). La coopération tire sa nécessité de cette complexité, il faut pouvoir croiser les regards et les savoirs et savoirs faire de chacun.

La coopération n'est pas innée et suppose d'élaborer des outils et des méthodes pour travailler ensemble. L'ambition de l'expérimentation est donc de renforcer les actions, méthodes et outils déjà existants en élaborant une stratégie d'impact collectif.

La stratégie d'impact collectif est une approche permettant de construire, structurer et pérenniser une coopération pluri-acteurs. Concrètement, c'est le fait de construire une coopération autour d'objectifs partagés, délibérés et définis collectivement avec une évaluation partagée, des règles communes, un renforcement mutuel des actions et un dialogue permanent.

POURQUOI CETTE EXPÉRIMENTATION ?

OBJECTIFS DE L'EXPERIMENTATION :



D'ici à fin 2024, l'objectif est donc d'impulser et structurer une communauté d'action, porteuse d'une stratégie d'impact collectif autour d'un enjeu en lien avec la transition.

Faire mieux ensemble, et coopérer pour répondre au défi de la transition à l'échelle du pays de Morlaix.

Nous pouvons identifier trois types d'objectifs de transformation pour cette expérimentation :

- Transformation pour les habitants en permettant à chacun de comprendre les enjeux et d'être doté d'un pouvoir d'agir pour y répondre.
- Transformation pour le territoire pour faire converger les envies et les projets, créer des solidarités et des dynamiques collectives, afin de répondre aux besoins locaux en impliquant tout le monde et en renouvelant les liens avec les politiques publiques.
- Transformation pour la communauté d'action pour optimiser notre savoir-faire, individuel et collectif, en matière de coopération et adopter une vision systémique.

Nous aurons l'occasion lors de prochaines séances de préciser le contenu que nous associons à ces objectifs.



CYCLE D'ATELIERS :

Pour atteindre ces objectifs, nous allons structurer l'expérimentation autour d'un cycle d'ateliers, permettant d'impulser, structurer puis pérenniser, étape par étape, notre communauté d'action.

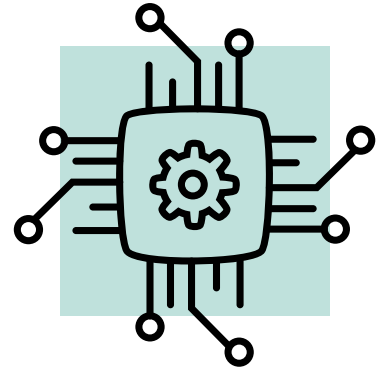
Il faut faire au préalable un travail de déclenchement en partageant une vision commune des enjeux du territoire. Ensuite, il faudra trouver des solutions qui sont déjà en œuvre, structurer les mécanismes et bâtir les outils qui en favoriseront la convergence. Il va falloir organiser la communauté d'action puis l'animer en la dotant de méthodes et d'outils communs.

Enfin, l'objectif est à terme de pouvoir pérenniser cette communauté d'action, en la dotant d'une fonction de soutien, et de capitaliser sur ses réalisations pour qu'elle puisse inspirer des initiatives voisines sur d'autres territoires et s'articuler à d'autres dynamiques à une échelle plus large.

PRÉSENTATION DE LA JOURNÉE DU 17 FÉVRIER

LES OBJECTIFS DE LA JOURNÉE :

- Renforcer l'interconnaissance.
- Construire un socle de connaissances commun autour des questions de transition sur le Pays de Morlaix.
- Identifier les tendances en lien avec les questions de transition, les besoins et avoir une première vision des enjeux du territoire.



DEROULÉ DE LA JOURNÉE :

La journée était organisée en deux temps :

Dans un premier temps, le jeu « Faire Ensemble 2030 » qui est un jeu coopératif visant à s'approprier les ODD.

Dans un second temps, une exploration prospective pour partager les connaissances autour des tendances et une première identification d'enjeux et de défis.

ORIGINES DE L'AGENDA 2030 :

Les objectifs de développement durable désignent les 17 objectifs adoptés lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable en 2015, constitutifs de l'Agenda 2030.

L'agenda 2030 est un programme international adopté en 2015 par 193 États partant du principe que tous les pays sont en « voie de développement durable » et adoptant pour mot d'ordre de « ne laisser personne de côté ». Il propose un horizon prospectif pour un avenir plus juste, solidaire et durable. Les ODD définissent donc des enjeux à l'international qui se déclinent à l'échelle de chaque territoire, toutes les échelles de l'action. Ils reprennent toutes les dynamiques du développement durable : sociales, environnementales, économiques et institutionnelles.

Les ODD nous intéressent directement car ils proposent une lecture systémique des grands enjeux contemporains et soulignent la nécessité de coopérer pour les atteindre, avec l'ODD 17 « Partenariat pour la réalisation des objectifs », présentée comme la condition nécessaire à l'atteinte des autres objectifs.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



LES DÉFIS RETENUS COMME PRIORITAIRES PAR LES GROUPES DE TRAVAIL:

- Garantir aux personnes une alimentation saine suffisante et durable
- Protéger la biodiversité
- Développer l'offre de transport et de mobilités
- Garantir l'accès de tous à une énergie fiable, durable et abordable
- Favoriser l'éco-conception
- Développer l'économie circulaire



JEU DU "FAIRE ENSEMBLE"

PROJETS IMAGINÉS LORS DU JEU :

« Du champs à l'assiette »
porté par l'entreprise d'insertion

Pour répondre à l' ODD 2, défi « Faim zéro, garantir aux personnes une alimentation saine, suffisante et durable »

ODD impactés transversaux : 1 / 3 / 10 / 12

Partenariat entre entreprise et agriculteurs locaux
= échanges de moyens humains des apprenants en insertion contre les légumes cultivés et dégustés directement dans l'assiette de la cantine
→ accueil des apprenants en insertion sur des fermes :
travail au champs
cuisine
transformation des légumes en plats
=> + Possibilité pour les salariés de l'entreprise de participer à des journées/ateliers de travail au champs avec les apprenants en insertion

Le projet a reçu les 3 partenariats.

SCIC Energies renouvelables impulsé par la collectivité.

Impulser une dynamique de production d'énergie renouvelable au service de la résilience territoriale avec une volonté d'être plus autonome en production d'énergie.

Pour répondre à l'ODD 7, défi « Garantir l'accès de tous à une énergie fiable, durable et abordable »

Objectifs transversaux :

7, 1, 2, 3, 8, 9, 11, 13, 14, 15.

Les objectifs de transformations :

- Produire de l'énergie renouvelable.
- Conseiller et étudier pour réduire les consommations d'énergies
- Faire de l'éducation populaire et favoriser les porteurs de projets en lien.

Les actions menées :

- Conseils et études pour réduire les consommations d'énergies
- Education populaire
- Accompagnement de porteurs de projets en lien avec les questions d'énergie renouvelable.
- Expérimentation concrète.

Les partenaires : Entreprise ESS d'insertion agricole.

Tiers lieu consacré à l'énergie citoyenne, pour créer des outils concrets favorisant le confort énergétique Etat.



Le 17^e BOUTOK

Porté par le tiers Lieu

(référence au 17^e ODD & Boutok : panier en breton)

Un tiers lieu itinérant pour favoriser une alimentation saine, suffisante & durable

Pour répondre à l' ODD 2, défi « Faim zéro, garantir aux personnes une alimentation saine, suffisante et durable »

Objectifs transversaux : 1,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12,13,14,15,16,17

Objectifs de transformations :

- changement des habitudes de consommation
- changement des pratiques agricoles
- favoriser le partenariat
- favoriser l'itinérance
- créer du lien social autour des thèmes de société

Action menée :

Créer à partir du tiers lieu itinérant une dynamique autour de l'alimentation en identifiant les acteurs, en les réunissant et en proposant des actions (potager partagé, ateliers cuisine, conférences thématiques, restauration....).
Créer de la rencontre / échange de savoirs / projets communs

Ouvrir progressivement le tiers lieu à d'autres thématiques (énergie, eau, mobilités)

Partenariats : agriculteurs, associations, entreprises, collectivités, citoyens, apprenants en insertion....

Porz an Tiers

Porté par le tiers Lieu

Pour répondre à l'ODD 12, Consommation et production responsables.

Objectifs transversaux : 04 - 11 - 12 - 13 - 17

Défis : Développer l'économie circulaire

Objectifs de transformations :

- créer une dynamique de quartier
- favoriser le réemploi local
- favoriser la mutualisation entre particuliers

Actions menées :

Création d'un FabLab

Mise en place d'une objethèque

Collecte de matériel usagé

Repair'Café et ateliers pour les habitants du quartier

Fabrication de pièces manquantes avec une imprimante 3D

Partenariats : acteurs de l'ESS et associations liées au numérique (les petits débrouillards, ...), CCAS, Pays de Morlaix, centres sociaux

TEMPS "PROSPECTIF"

La deuxième partie de la journée s'est construite autour d'un atelier prospectif. La prospective ne signifie pas "prévoir" ou "prédire". Faire de la prospective implique de s'intéresser au futur. Avec la cartographie des tendances actuelles, et l'exploration des futurs possibles, il est possible pour les acteurs de se saisir d'outils pour :

- se projeter, éclairer et comprendre les mutations de la société et de notre environnement,
- anticiper les évolutions,
- explorer les futurs possibles et les futurs souhaitables,
- élaborer des stratégies visant à construire un avenir souhaitable.

DEFINITIONS

La prospective a une dimension exploratoire, ce qui signifie que l'on va faire un panorama des « futurs possibles » compte-tenu du poids des déterminismes du passé et des projets des acteurs actuels.

Elle peut également avoir une dimension normative ou stratégique, en invitant à imaginer la société de demain et à élaborer les étapes pour y parvenir.

Dans sa dimension exploratoire, la prospective repose en premier lieu sur une analyse des tendances – condition préalable indispensable à tout exercice de prospective. On peut observer différents types de tendances :

- **les tendances lourdes** : ensemble de transformations qui viennent de loin et sur lesquelles nous avons très peu de prise. Par exemple sur la démographie, la transition démographique,
- **les tendances émergentes (ou signal faible)** : phénomène plus récent et plus difficile à analyser mais avec une forte puissance transformatrice. Par exemple au sein du numérique l'intelligence artificielle. Les signaux faibles imposent d'avoir un regard aiguisé sur l'émergence de nouveaux concepts comme les tiers lieux ou le développement de coopération stratégique.

Il existe également des incertitudes majeures, désignant une situation qui change brutalement, dont on peut observer l'existence mais sans savoir comment elle va évoluer. La guerre en Ukraine en est un bon exemple.

La prospective nous conduit à distinguer :

- **un enjeu** : avec la mise en commun de ce qu'on a à gagner ou à perdre,
- **une stratégie** : avec le but qu'on se fixe pour répondre à cet enjeu,
- **une tactique** : avec les moyens dont on se sert pour atteindre son but.

TEMPS "PROSPECTIF"

Ainsi l'objectif de l'après-midi était d'utiliser la prospective, par une identification et une documentation des tendances à l'œuvre à l'échelle du Pays de Morlaix, en partant de connaissances et d'observations propres aux participants. Il s'agit donc d'un exercice d'intelligence collective.

L'exercice prospectif s'est fait en trois temps :

- dans un premier temps, par un travail de documentation des tendances prospectives sur le territoire de Morlaix,
- ensuite, par l'élaboration d'une priorisation de ces tendances,
- enfin, par la formulation de défis pour le territoire.



TENDANCES TRAVAILLÉES

Dimension sociale

- Répercussion des inégalités sociales sur les risques d'exposition aux conséquences du réchauffement climatique.
- Disparités sociales face à nos capacités de résilience et d'adaptation aux nouveaux modes de vie.
- Recherches de solutions alternatives, de nouveaux modèles de consommation pour répondre aux enjeux du réchauffement climatique.
- Persistance de discordances entre prise de conscience des enjeux environnementaux et leur prise en compte dans les comportements.
- Impact de choix de modèles de développement non respectueux de l'environnement sur la santé des personnes.

Dimension environnementale

- Raréfaction des ressources.
- Réchauffement climatique.
- Dégradation de la qualité de l'air, de l'eau.
- Erosion de la biodiversité : vers une sixième extinction des espèces.
- Augmentation des risques environnementaux.

Dimension économique

- Adoption et prolongation de modèles industriels et agro-alimentaires ayant des conséquences négatives sur l'environnement.
- Recherche de nouveaux modèles de développement conciliant impératifs économiques de croissance et prise en compte des enjeux environnementaux.
- Recherche de modèles de développement et de production alternatifs (réemploi, économie du partage, économie circulaire, ESS...) et développement de nouveaux métiers associés.
- Augmentation des flux d'échange (transports routiers, déplacements...).
- Diversification des modes de production d'énergie et appropriations citoyennes de cette question.

De part leur rapprochement certain, les deux premières tendances de la dimension sociale sont présentées dans ce compte rendu de façon conjointes.



DIMENSION SOCIALE

Répercussion des inégalités sociales sur les risques d'exposition aux conséquences du réchauffement climatique

Disparités sociales face à nos capacités de résilience et d'adaptation aux nouveaux modes de vie

A l'international, multiplication des phénomènes de migrations climatiques :

- parmi les causes de ces migrations climatiques : manque d'eau pour les cultures à petite échelle, difficultés d'accès à l'eau, à l'énergie...
- Risques possibles : famine, tensions géopolitiques, zones de surpopulation, difficultés d'accès à la santé...

Inflation, qui entraîne des évolutions de pratiques, avec une plus grande vulnérabilité des personnes précaires :

- augmentation de consommation d'aliments de marques de distributeurs ; risque d'alimentation de moindre qualité,
- augmentation des coûts de l'alimentation (ex: prix des œufs a augmenté de 60 %) / précarité alimentaire (ex : impact important pour les étudiants),
- en réponse à ces enjeux, émergence de réflexions autour d'une sécurité sociale de l'alimentation :

https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9curit%C3%A9_sociale_de_l'alimentation

Inégalités d'accès au logement :

- augmentation des résidences secondaires et arrivées de nouveaux résidents, avec pour conséquence une augmentation des prix du logement, et donc un accès plus difficile pour les personnes précaires à un logement de qualité ainsi qu'aux logements situés sur les côtes,
- ex : des familles monoparentales reviennent en ville pour faciliter l'accès aux services mais pas de logements de qualité facilement accessibles (contexte : fort taux de familles monoparentales à Morlaix).

RETOUR DES ATELIERS - TEMPS PROSPECTIF

Inégalités dans l'accès aux informations sur les questions environnementales.

Exposition plus forte des personnes précaires à la précarité énergétique :

- augmentation du prix de l'énergie,
- passoires thermiques,
- prix élevé des matériaux pour mettre aux normes environnementales son habitat, et manque de professionnels pour la réhabilitation des logements,

- modes de chauffage moins polluants plus difficilement accessibles financièrement aux personnes précaires,
- freins culturels dans l'accès aux droits pour les aides aux travaux. (accès à l'information, difficultés dans les dépôts de demande...)
 - Freins liés à la fracture numérique.
 - Exemple : le chèque bois, demande en ligne, donc peu accessible aux personnes concernées par la fracture numérique.
 - Pistes de solution : reconditionnement du matériel informatique (ex : ateliers Goupil).
- pistes de solutions autour des chantiers participatifs et du développement de la capacité des personnes à effectuer leurs travaux,
- des impacts pour les étudiants, dans un contexte où les bâtiments universitaires sont fermés,
- des impacts sur la santé.

Inégalités liées à la mobilité :

- salaires faibles et métiers précaires sont souvent liés à des horaires décalés et conditions de travail dégradés, rendant difficiles l'accès aux transports en commun et renforçant la dépendance à l'automobile,
- voitures "moins polluantes" moins facilement accessibles aux personnes précaires,
- dans un contexte où les personnes précaires ont moins le choix de leur lieu de résidence, pour les personnes éloignées des zones d'activité, nécessité d'avoir recours à la voiture et plus grande difficultés d'accès aux services,
- risques d'invisibilisation de certaines catégories de population.

Enjeu de justice climatique et risque d'exacerbation des tensions sociales :

- constat que les personnes les plus riches sont celles dont les pratiques et habitudes ont le plus fort impact sur le réchauffement climatique,
- constat que les personnes les plus précaires sont les plus exposées aux risques liés au réchauffement climatique et ont le plus de difficultés pour adapter leurs pratiques et habitudes de consommation, avec en rebond des conséquences négatives sur leur santé.

Sources évoquées : ADEME, HEOL observatoire social de Morlaix Communauté, ANAH, CCAS, CAF, Observatoire des inégalités

DIMENSION SOCIALE

Recherches de solutions alternatives, de nouveaux modèles de consommation pour répondre aux enjeux du réchauffement climatique

Émergence de nouvelles pratiques autour de la réduction des déchets :

- familles zéro déchet, jardins zéro déchet au niveau de Morlaix Communauté,
- évolutions législatives : lois économie circulaire (2020 et 2021) et sortie prochaine des déchets alimentaires des ordures ménagères régulières,
- réemploi des déchets : réemploi, ressourceries,
- limitation de la production des déchets : Repair cafés, vides-greniers, instructables.com avec des solutions de méthodes et conception libres, réparations avec des machines à commande numérique et conception à partir de matières végétales et recyclables.

Émergence de nouvelles pratiques autour de l'alimentation :

- groupements d'achats,
- modèle des épiceries autogérées qui permettent par le don de temps et l'investissement citoyen de réduire les coûts,
- circuits courts, fermes autonomes, développement de l'agriculture bio,
- réflexions autour d'une sécurité sociale de l'alimentation,
- travail sur l'approvisionnement des cantines scolaires en circuit court,
- mais, hausse des prix des terrains, rendant difficile l'accès à l'installation pour les petits producteurs.

Émergence de nouvelles pratiques autour de la production et de la consommation énergétique :

- essor des énergies renouvelables,
- développement des projets citoyens en énergie renouvelable,
- nouveaux modes d'isolation des bâtiments
 - Ex. Cellaouate (isolation avec de la ouate de cellulose locale)
- recherche de sobriété énergétique et de performance énergétique de l'habitat.
- au plan national, plan de transformation du Shift Project,
- au plan national, scénarios NegaWatt,
- développement du covoiturage (qui tend cependant à devenir un marché, avec une hausse des prix).

Émergence de nouveaux métiers autour de ces nouvelles pratiques et reconversion des personnes vers des métiers plus responsables.

Expérimentation de nouveaux modèles par la coopération :

- groupements et coopératives : une habitude culturellement ancrée pour imaginer de nouvelles façons de faire collectivement en Bretagne,
- systèmes d'échanges locaux (SEL),
- Cigales (financements citoyens d'initiatives ESS),
- développement des tiers-lieux ; la Bretagne est la deuxième région de France avec le plus de tiers-lieux,
- développement de l'approche systémique dans les métiers de l'ingénierie (= prise en compte des questions environnementales dans le développement des technologies).

Mais persistance des modèles dominants et présence des grandes entreprises ; persistance des lobbies qui freinent l'accès à l'information et le modèle des développements alternatifs, et réappropriation de ces modèles par des logiques de marché : exemple du covoiturage.

DIMENSION SOCIALE

Persistance de discordances entre prise de conscience des enjeux environnementaux et leur prise en compte dans les comportements

Maintien de pratiques individuelles non vertueuses, malgré la prise de conscience :

- difficultés du passage à l'action individuelle du fait des contraintes qui pèsent au quotidien et des discours incitant à la consommation auxquels nous sommes exposés,
- manque d'accès aux informations,
- sentiment d'impuissance qui bloque l'envie d'agir,
- biais incitant à attendre que le changement vienne de l'autre,
- 70 % des déplacements de moins de 5km se font en voiture,
- déplacements en avion,
- près de 90 % des achats alimentaires du territoire se font en grandes surfaces.

Difficultés d'adaptation du politique :

- écarts entre discours politiques et mise en œuvre des politiques,
- différences entre le temps de la décision et de la mise en œuvre politique et temps des changements,
- manque d'agilité dans les prises de décision, lourdeurs administratives, qui ralentissent le temps de la mise en œuvre.

Persistance de discours et de modèles d'action qui freinent l'adaptation de nos pratiques :

- marketing agressif, incitations à la consommation ; rôle de la publicité avec pour conséquence des difficultés à rationaliser sa consommation et prioriser ses achats, et plus largement à transformer ses habitudes,
- greenwashing (= aptitude des entreprises à brandir, pour leur image, des arguments écologiques mais sans faire évoluer leurs pratiques ; argument marketing sans réelle prise en compte des enjeux environnementaux),
- modèle qui repose sur les transports, et la différence entre lieux de production et de consommation,
- non prise de conscience, par manque d'information, des conséquences environnementales des actes de consommation (distances entre lieux de production et de consommation, achats numériques...),
- continuité des pratiques agricoles (productiviste, intensive, élevage industriel).

DIMENSION SOCIALE

Impact de choix de modèles de développement non respectueux de l'environnement sur la santé des personnes

Continuité des pratiques agricoles aux conséquences négatives sur la santé :

- usage de pesticides,
- pollution des eaux,
- artificialisation des sols.

Habitudes alimentaires négatives pour la santé :

- augmentation des cancers liés à la malbouffe,
- on mange l'équivalent d'une carte plastique par semaine,
- mauvaise qualité des produits transformés à base de viande,
- mais difficultés pour transformer ses pratiques : coûts élevés d'une alimentation de qualité, règles qui restreignent l'approvisionnement en local.

Liens entre environnement et santé :

- développement de l'éco-anxiété,
- mais le lien entre environnement et santé est parfois difficile à mesurer, notamment localement (ex : difficultés d'avoir des données santé-environnement pour le contrat local de santé du Pays de Morlaix - lobbying & dimension multifactorielle).

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Raréfaction des ressources



Raréfaction des ressources en eau :

- situation de “stress hydrique” : la surconsommation et la pollution de l’eau entraînent des pénuries d’eau et des restrictions de plus en plus fréquentes (difficultés d’approvisionnement en eau potable ressenties à Morlaix en 2022). Le modèle agricole est à questionner.
- Utilisation de l’eau potable pour les WC à questionner.

Extraction intensive des minerais, combustibles fossiles, et du sable :

- travaux de l’ONG Systex (interview thinkerview sur l’extraction des minerais),
- risque de pénuries de cuivre & autres métaux (exemple du lithium pour la fabrication de batteries),
- pic pétrolier dépassé (épuiement des réserves) et à venir des problématiques d’accès au gaz & au charbon.

Exploitation des forêts :

- nécessité d’une exploitation durable et raisonnable des forêts,
- augmentation du prix du bois.

Pression sur la ressource alimentaire (sécheresse, appauvrissement des sols, baisse de la biodiversité, diminution du nombre de poissons sauvages...).

Recherche de nouvelles ressources & solutions :

- on ne peut considérer le reste du vivant comme une ressource à notre disposition. Le rationnement se fait aujourd’hui par les prix (matériaux, aliments, énergie) mais il faut changer de modèle. (34kg de matériaux consommés par jour/humain/sur terre. <1 des matériaux de construction réemployés en France (ADEME). Déchets du bâtiment : ½ de + que déchets ménagers),
- développement de la lutte contre l’obsolescence programmée. (ex : filière de réemploi en consolidation, seconde main, ressourceries, réparation, troc & dons...),
- centre de recherche de Roscoff : valorisation des algues.

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Réchauffement climatique

Le réchauffement climatique se fait de plus en plus ressentir et on constate une réelle hausse des températures :

- hausse d'1 à 2 degré constatée, scénario à venir à +4 degrés,
- on constate une augmentation de la température en Finistère (rapprochement de celle du Morbihan),
- record de température cet été à Brest : 5 jours d'affilée.

Les objectifs nationaux chiffrés dans la loi de transition énergétique et la loi climat résilience ont pour objectif de réduire nos émissions de gaz à effet de serre en France.

<https://www.ecologie.gouv.fr/loi-climat-resilience>

Le réchauffement climatique a de nombreuses conséquences sur :

- la modification de la biodiversité, la faune et la flore (ex : floraison des plantes plus tôt dans l'année, augmentation du nombre de requins en Bretagne en raison de l'augmentation de la température de l'eau en baie de Morlaix...),
- les migrations climatiques (accueil d'exilés climatiques en zone urbaine et en provenance des pays du sud),
- les sécheresses qui sont présentes à toutes les saisons avec une augmentation des feux et des épisodes de vents violents,
- une augmentation de pluies diluviennes et une baisse de la pluviométrie sur l'année,
- le développement de maladies,
- la dégradation des sols.

Malgré ces constats, la prise de conscience semble encore variable :

- on constate un discours ambiant encore présent : « nous sommes peu concernés dans le nord Finistère »,
- toujours autant de piscines (effet rebond),
- un manque de transports en commun & de pistes cyclables.

Sources évoquées : Bretagne vivante, stratégie nationale bas carbone , rapport du giec, PCAET, Météo France, Observatoire de l'environnement en Bretagne

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Dégradation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol

L'image de la Bretagne comme territoire pur et sain n'est plus une réalité aujourd'hui. Quitter la ville pour la campagne pour une vie plus saine questionne également en raison de la présence de pesticides et des diverses pollutions de l'air, de l'eau, et des sols.

Une pollution des cours d'eau importante constatée localement :

- ex : pollution de La Penzé, le Tromorgan,
- on ne voit plus de personnes se baigner dans les rivières.

Problématique des algues vertes, pollution : plastiques et déchets en mer, acidification des océans.

La qualité de l'eau potable (des dépassements des niveaux de pesticides mesurés dans l'eau du robinet dans 690 communes bretonnes - le S-métolachlore herbicide massivement utilisé dans les cultures de maïs).

Pollution de l'air :

- pollution à l'ammoniac, liée aux activités agricoles (élevage intensif en Bretagne, lisier de porcs), particules fines,
- pollution de l'air intérieur : une réglementation obligatoire pour les lieux accueillant du public (La loi Grenelle 2) - détection du Radon,
- concentration de la pollution des voitures en ville.

Impacts sur la santé :

- problèmes respiratoires, augmentation du taux de mortalité.

Des solutions évoquées :

- changement de modèle agricole,
- créer des zones de tranquillité autour des écoles, collèges et re-végétaliser,
- facturer les coûts de dépollution (eau surtout aux pollueurs),
- tester de nouvelles technologies (ex : Bosch technology a développé un prototype divisant par 10 les émissions de CO2 du moteur diesel de véhicule).

Sources évoquées : études qualité de l'eau SAGE Léon-Trégor, Eau & rivières, Associations agréées de pêche et de protection des milieux aquatiques du pays de Morlaix

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Érosion de la biodiversité

La disparition du vivant est de plus en plus visible localement et on constate une vraie fragilité des milieux naturels :

- diminution de la population de certains oiseaux (ex : moins de sternes en baie de Morlaix, 80% de fous de bassan tués suite à la grippe aviaire),
- chute de la biodiversité dans nos jardins,
- de moins en moins de moustiques et de papillons.
- ...

Les chiffres sont alarmants, ces enjeux devraient être une priorité pour les pouvoirs publics au même titre que le réchauffement climatique.

Des causes identifiées :

- des sols fragilisés et une perte des espaces pour les animaux : érosion, artificialisation, et augmentation du tourisme (dégradation des sentiers...),
- zone agricole peu accueillante pour la faune, et des pratiques non respectueuses (gros écométhaniseurs et relargages nocifs dans les rivières),
- monoculture sylvicole, moins de forêts,
- la chasse d'espèces animales fragilisées et la surexploitation de certaines espèces.

Des changements dans nos pratiques et habitudes sont nécessaires (acceptation sociale des herbes folles et re-végétalisation de l'ensemble des espaces).

De nombreuses initiatives gagneraient à être mieux connues pour s'inspirer. La sensibilisation et l'éducation à la protection de la nature est également pointée comme un enjeu important dans notre société.

Sources : Bretagne vivante, Eau et rivières, Observatoire breton de la biodiversité

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Augmentation des risques environnementaux (épisodes climatiques extrêmes, incendies, sécheresses, inondations,...)

Des épisodes climatiques extrêmes sont en hausse partout dans le monde. Malgré la multiplicité des rapports (GIEC, IPBES, COP) l'augmentation des gaz à effet de serre persiste et même si on les réduisait drastiquement, les effets du changement climatique se feront sentir pendant des décennies. Les prévisions annoncent une augmentation du niveau de l'eau de 2 à 4m dans les 30 à 70 ans.

Les effets du changement climatique se font ressentir sur le Pays de Morlaix :

- été 2022 : sécheresse, incendies, mini tornades,
- juin 2018 : pluies diluviennes à Morlaix,
- érosion côtière accélérée, recul des dunes & destruction de falaises.

L'adaptation des territoires est plus que nécessaire :

- prise en compte des risques de submersion marine et érosion du trait de côte (Étude de Morlaix Communauté),
- améliorer la gestion de l'eau,
- remettre des talus et des arbres (ne pas agrandir les parcelles agricoles et remettre des arbres dans les jardins),
- choisir des cultures compatibles et moins consommatrices d'eau,
- soutenir la permaculture.

Sources évoquées : Le Maut, GIEC, IPBES, COP, SAGE, Morlaix Communauté, ...

DIMENSION ECONOMIQUE

Adoption et prolongation de modèles industriels et agro-alimentaires ayant des conséquences négatives sur l'environnement



Les intérêts économiques, les enjeux sociaux et les impératifs environnementaux ne convergent pas naturellement.

Les caractéristiques des modèles agro-alimentaire actuels conduisent à de nombreux effets environnementaux négatifs :

- pollutions de l'eau, des sols, de l'air (ex : marées vertes, phytosanitaire/pesticides ; néonicotinoïdes qui tuent les abeilles, ch4 = méthane),
- appauvrissement/exploitation/destruction des sols : perte de 50 % de la masse organique,
- retournement des sols qui provoque plus de CO2 dans l'atmosphère,
- peu d'arbres et de grandes cultures sans haies ni arbres,
- non sens écologique (ex : serres chauffées et éclairées pour produire des tomates toute l'année).

Le secteur agroalimentaire et industriel ont des puissants groupes de pression. Il y a peu d'adaptation aux enjeux environnementaux, et des impensés et absences de visions pour l'évolution des modèles actuels :

- choix politiques / connivences : perpétuation de modèle par l'endettement et système de "perfusion économique",
- monopole industriel dans de nombreux domaines : poids du lobbying très fort (système de consommation dominante avec les grandes surfaces),
- l'agriculture intensive perdure : continuation du modèle avec la nouvelle Politique Agricole Commune,
- accaparement des terres avec des grandes entreprises qui les achètent par centaines d'hectares. En 10 ans division par deux des exploitations agricoles en Bretagne,
- le plastique est partout notamment agroalimentaire (plats préparés), et même dans les Biocoop. Déception par rapport au système de produits recyclables/emballages réutilisables,
- SICA : pas de conversion actuellement (société d'intérêt collectif agricole).

Des initiatives existent, mais semblent insuffisantes et rencontrent de nombreux freins :

- créer des espaces test agricoles,
- former à la permaculture,
- enseigner la culture maraichère à l'école,
- de plus en plus de petits producteurs en bio ou « raisonnés ».

Ressources évoquées : *Printemps silencieux* (Rachel Carson) / *Hold up à la terre* de Lucile Leclair / *Cultiver la révolution ramener nos sols à la vie* (David Montgomery)

DIMENSION ECONOMIQUE

Recherche de nouveaux modèles de développement conciliant impératifs économiques de croissance et prise en compte des enjeux environnementaux

La prise en compte de l'environnement est encore considérée comme un frein au développement économique des entreprises.

Les conflits continuent entre les parties se réclamant du développement économique et celles de la protection de l'environnement. Au sein des entreprises, des initiatives ou directions «développement durable» se sont renforcées et les principes de responsabilité sociale et environnementale (RSE) se sont diffusés, mais le degré de cette intégration interroge.

Des initiatives positives au travail et dans le monde de l'entreprise sont observées :

- gestes eco-citoyens au bureau (moins de longs déplacements et plus espacés, recyclage..),
- expériences des communes autonomes anarchistes et d'écologie sociale (habitants de ROJAVA),
- RSE,
- GREN Bretagne (Groupe Régional d'Expertise Nitrates),
- entretien d'espaces par des animaux,
- envie de faire "du local",
- croissance verte (entreprise Cellaouate),
- utilisation du vélo pour la livraison dans les grandes villes,
- hameaux légers Bimby bounty (lieu de vie participatif),
- Saint-Thégonnec TZCLD (territoire zéro chômeurs de longue durée).

Mais les pratiques ne semblent pas évoluer très vite, par choix, ou par manque de mesures efficaces :

- beaucoup de Greenwashing / que de la communication de la part des entreprises,
- on part de bonnes idées mais avec des modèles polluants (ex véhicules électriques),
- commerce en ligne,
- pas de prise en compte des externalités négatives comptables (humaines et non humaines, environnementales),
- développement des achats en vrac mais sans produits locaux (ou peu),
- doute et incompréhension des personnes sur le développement du bio,
- les nouveaux modèles ont peu de chance de se développer tant que le capitalisme dirigera,
- l'échelon qui a le plus de chance de faire bouger les lignes est le local avec des transformations tangibles et qui touchent concrètement,
- peu de cohérence territoriale sur ces enjeux éco/environnementaux (ex : eaux usées).

Sources évoquées : ADEME scénario 4 / Green Swans

DIMENSION ECONOMIQUE

Recherche de modèles de développement et de production alternatifs (réemploi, économie du partage, économie circulaire, ESS...) et développement de nouveaux métiers associés

Une multitude d'initiatives émergent avec des nouvelles façons de concevoir, de produire, de distribuer, de consommer.

Forte émergence des filières Réemploi, ESS et de nouveaux métiers associés :

- ateliers participatifs de réparations (vélo/informatique..) / ressourceries (taux de réemploi imposé pour la loi aux projets BTP – démolition devient déconstruction),
- mise en commun de matériel spécifique professionnel ou à disposition de particuliers,
- surreprésentation de l'emploi associatif (environ 11,5%) et de la présence de coopératives historiques sur le territoire,
- territoire zéro chômeur Saint Thé LOC-,
- animations zéro déchet,
- rénovation énergétique.

Elles entraînent avec elles des modes de fonctionnement et de partage innovants, et de nouveaux modèles économiques :

- nouveaux modèles de consommation : AMAP, GASE, marché à la ferme,
- de + en + de structures « hybrides » associant une diversité d'acteurs dans la gouvernance et développement des tiers lieux,
- EBE – entreprise à but d'emploi,
- monnaies locales (Buzuk),
- Innovation Frugale (développer localement un produit pour un besoin local) + Innovation inversée.

Mais ces nouveaux modèles économiques peinent à s'imposer.

Ils sont perçus comme favorisant le lien et le bien être social, mais ne doivent pas perdre de vue leur sens (pourquoi on fait ça).

- 35 % aliments jetés.
- L'Etat compte trop sur les petites alternatives locales.
- Les changements de consommation ne concernent qu'une petite partie de la population.

Sources évoquées : Drawdown de Paul Hawken

DIMENSION ECONOMIQUE

Augmentation des flux d'échange (transports routiers, déplacements...)

L'augmentation de la mobilité et le développement accéléré des transports et flux d'échanges pèsent sur l'environnement.

Beaucoup de points encore négatifs dans le domaine des transports : 1er émetteur de CO2.

- Augmentation des livraisons à domicile (multiplication des colis, La Poste Colissimo),
- pas assez de transports collectifs pour les communes éloignées et manque de flexibilité sur les transports publics existant à cause de la privatisation TER in oui IOUIGO,
- 97 % de poids mort transportés en voiture (la voiture transporte à 97% son propre poids). Son poids est passé de 800Kg à 2000kg en 40 ans,
- pas de batterie recyclable (vélo/voiture),
- la compensation carbone n'est pas une solution,
- covoiturage difficile en zone rurale.

Malgré l'émergence des mobilités douces et nouveaux modes de déplacement (pistes cyclables, covoiturage..), la voiture reste le modèle le plus prisé.

- Un manque de moyens mis en œuvre et de volonté politique pour rendre accessibles les nouvelles mobilités,
- incohérence du secteur des transports avec les objectifs climatiques (train hors de prix par rapport à l'avion, la voie ferrée Morlaix-Roscoff stratégique abandonnée, pas de contrainte pour la place de la voiture individuelle...),
- il y a de bonnes initiatives comme les Transport gratuits (Morlaix Co) mais non accompagnées d'une réflexion sur les manques de transports en commun (ville et zone rurale).

Sources évoquées : rapport du Shift Project

DIMENSION ECONOMIQUE

Diversification des modes de production d'énergie et appropriations citoyennes de cette question

Différentes formes de collaboration entre acteurs publics, acteurs économiques et collectifs citoyens ont permis le développement de projets d'énergies renouvelables pour que la transition énergétique prenne de l'ampleur. Ces acteurs s'impliquent dans des alternatives concrètes, afin de montrer que d'autres manières d'habiter, de produire de l'énergie, de consommer, sont possibles.

- Émergence de groupes engagés comme Extinction rébellion, de conventions, et développement de projets citoyens de production (énergie renouvelables, photovoltaïque, Turbine fabriquée localement pour les cours d'eaux locaux et permettant d'alimenter un groupe de maisons),
- collectivités et particuliers qui agissent ensemble : plus de retombées et d'acceptabilité,
- systèmes coopératifs (Enercoop),
- low-tech,
- centrale solaire thermique à stockage pour contrepoids,
- ex : projet de Morlaix communauté d'une société dédiée à la production d'énergies renouvelables.

Cependant ces initiatives locales, souvent fragiles, peinent à se déployer.

- Le Pays de Morlaix produit moins de 10% de l'énergie qu'il consomme
- 19 % de l'énergie consommée issue des énergies renouvelables en France : en retard sur les pays européens (la France s'était engagée à atteindre 23 % d'énergie issue du renouvelable en 2020),
- flop de la convention pour le climat (propositions non retenues par le gouvernement),
- développement de la méthanisation à la ferme,
- les gens agissent plus s'il y a contrainte financière,
- peu de perception de consommer moins.

PRIORISATION DES TENDANCES

TENDANCES PRIORITAIRES CHOISIES PAR AU MOINS DEUX GROUPES	NOMBRE DE GROUPES
Recherche de modèles de développement et de production alternatif et développement de nouveaux métiers associés	3/4
Erosion de la biodiversité : vers une sixième extinction des espèces	2/4
Dégradation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol	2/4
Persistence de discordance entre prise de conscience des enjeux environnementaux et leur prise en compte dans les comportements	2/4
Augmentation des risques environnementaux	2/4
Réchauffement climatique	2/4

Lecture : La tendance « Recherche de modèles de développement et de production alternatif » a été choisie par 3 groupes sur 4. C'est la tendance qui a été le plus choisie parmi les quinze tendances.

RETOUR DES ATELIERS - TEMPS PROSPECTIF

Après avoir priorisé les tendances, une synthèse a été faite sous forme de tableau avec les 5 tendances prioritaires (celles qui ont/auront un impact important sur le territoire) choisies par le groupe. Pour chacune des cinq tendances prioritaires, les participants ont ensuite été invités à évaluer quel était leur pouvoir d'agir sur la tendance en coopérant, autrement dit à évaluer à quel degré ils estiment avoir la capacité d'exercer une influence sur la tendance et/ou ses conséquences en coopérant davantage.

- La note de 1/5 considère que le pouvoir d'agir en coopérant sur la tendance est très faible.
- La note de 5/5 considère que le pouvoir d'agir en coopérant sur la tendance est très fort.

CAPACITÉ A AGIR EN COOPÉRANT EN FONCTION DES TENDANCES PRIORITAIRES :

Groupes	Tendances prioritaires et forte capacité à agir
1	Diversification des modes de production d'énergie et appropriations citoyennes de cette question (note: 4/5) Augmentation des flux d'échange (transports routiers, déplacements...) (note: 4/5)
2	Recherche de modèles de développement et de production alternatifs et développement de nouveaux métiers associés (note: 4/5) Répercussion des inégalités sociales sur les risques d'exposition aux conséquences du réchauffement climatique (note: 4/5)
3	Erosion de la biodiversité : vers une sixième extinction des espèces (note: 3/5)
4	Recherche de modèles de développement et de production alternatifs et développement de nouveaux métiers associés (note: 5/5) Erosion de la biodiversité : vers une sixième extinction des espèces (note: 4.5/5)

Lecture : le groupe 1 a choisi « diversification des modes de production d'énergie et appropriations citoyennes de cette question » comme tendance prioritaire. Il considère que sa capacité à agir sur cette tendance est de 4/5 donc forte.

CAPACITE A AGIR EN COOPERANT EN FONCTION DES TENDANCES PRIORITAIRES :

1. RECHERCHE DE MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION ALTERNATIFS ET DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX MÉTIERS ASSOCIES

- Le groupe 2 considère que leur capacité à agir sur cette thématique est de 4/5 avec un territoire riche en ressources et des initiatives. Il y a également 3 établissements publics de coopération intercommunale à l'échelle du Pays de Morlaix. Les freins sont politiques et individuels.
- Le groupe 4 considère que leur capacité à agir sur cette thématique est de 5/5 avec un développement fort de l'économie circulaire.
- Le groupe 1 est lui plus mitigé, estimant que sa capacité à agir sur cette thématique est faible avec une note de 1/5.

2. ÉROSION DE LA BIODIVERSITÉ : VERS UNE SIXIÈME EXTINCTION DES ESPÈCES

- Le groupe 4 considère que leur capacité à agir sur cette thématique est de 4.5/5 en mettant en œuvre des actions de protection de la biodiversité.
- Le groupe 3 considère que leur capacité à agir sur cette thématique est de 3.5/5.

3. DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR, DE L'EAU, DU SOL

- Le groupe 2 considère sa capacité à agir comme étant de 3/5.
- Le groupe 4 considère également sa capacité à agir comme étant de 3/5 en pointant le poids du lobbying et la pression citoyenne.

4. PERSISTANCE DE DISCORDANCE ENTRE PRISE DE CONSCIENCE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET LEUR PRISE EN COMPTE DANS LES COMPORTEMENTS

- Le groupe 3 considère sa capacité à agir de 3/5.
- Le groupe 1 considère sa capacité à agir de 2/5.

5. AUGMENTATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

- Le groupe 4 considère sa capacité à agir de 1.5/5.
- Le groupe 2 considère sa capacité à agir de 1/5.

6. RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

- Le groupe 3 considère sa capacité à agir de 2/5.
- Le groupe 4 considère sa capacité à agir étant de 3/5 et insiste sur le plan de résilience territoriale et la capacité d'adaptation à +4°.

CONCLUSION

Les objectifs de cette journée étaient de renforcer l'interconnaissance entre les membres de la communauté d'action, de construire un socle de connaissances commun et d'identifier les tendances en lien avec les questions de transition à l'œuvre sur le Pays de Morlaix afin d'avoir une première vision des enjeux du territoire.

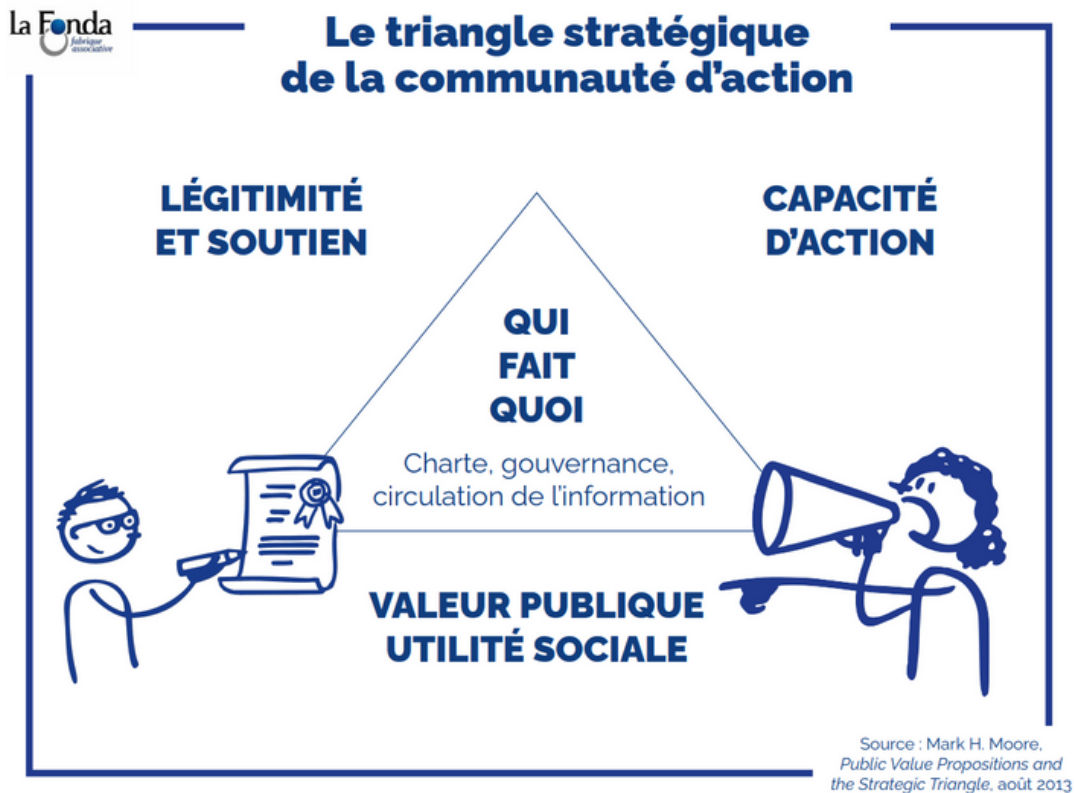
Ainsi les personnes présentes ont pu participer le matin à une première activité autour du jeu coopératif « Faire Ensemble 2030 » puis l'après-midi à un exercice d'intelligence collective proposant une première exploration prospective des enjeux du territoire.

Yannick Blanc, vice-président de la Fonda, a fait une première observation générale de la dynamique de la communauté d'action. Pour lui, cette première journée est positive : la communauté est apprenante et vivante et fait preuve d'enthousiasme et de sérieux. Cette journée a été préparée en amont pour obtenir cette capacité à agir. La coopération est un processus sur le temps long qui demande un apprentissage. L'expérimentation « Structurer les coopérations pour résoudre les défis de nos territoires » s'inscrit sur 2 ans, et il faudra bien veiller à ce que chaque étape soit réalisée.

Pour s'assurer de, et consolider, la faisabilité du projet de la communauté d'action, un schéma a été conceptualisé par Yannick Blanc vice-président de La Fonda, s'inspirant notamment des travaux de Mark.H Moore sur la notion de valeur publique (public value). Intitulé le « triangle stratégique de la communauté d'action ». Ce schéma permet de distinguer les différents éléments constitutifs d'une communauté d'action et de s'assurer ainsi que tous les éléments nécessaires à celle-ci sont mobilisés à chaque étapes. Il faut s'assurer que les trois côtés du triangle sont traités à chaque étape de l'action pour garantir l'équilibre de la communauté d'action et la lisibilité de son action par ses partenaires. Il s'agit d'un premier schéma conceptuel qui devra progressivement s'enrichir par les apports respectifs de la communauté d'action.



CONCLUSION



Au centre du triangle se place la communauté d'action. Elle est en ce moment même en pleine constitution et structuration. Tout au long de ce processus, il sera nécessaire pour la communauté d'action d'avoir en tête un certain nombre de question.

LA BASE DU TRIANGLE REPRÉSENTE LA VALEUR PUBLIQUE ET L'UTILITÉ SOCIALE

TROIS GRANDES QUESTIONS SE POSENT :

- Quel est le problème à résoudre ?

C'est le travail en cours, que nous allons approfondir. Il s'agit ici de réfléchir sur les problématiques actuelles sur le territoire.

- Quelle est la valeur que lui accorde le public ?

Le public est entendu comme l'ensemble des personnes qui, dans leurs activités, leurs vécus, leurs responsabilités professionnelles, sont impactées par les réalités dont on parle. Cette question est importante puisqu'elle force à être attentif à la valeur que le public accorde aux problématiques de la communauté d'action. Elle nous oblige à faire un pas de côté par rapport à l'intensité de notre engagement militant pour comprendre comment les problématiques que nous traitons sont perçues par les autres acteurs, en veillant à ne pas faire de jugements de valeur.

- Quelle est la finalité de l'action ?

Il faut avoir une vision commune de l'action en déterminant un cap collectif visant à définir « ce qui compte » pour la communauté d'action. Il s'agira de définir le futur souhaitable, l'horizon de transformation.

CONCLUSION

LE DEUXIÈME CÔTÉ DU TRIANGLE S'ATTACHE À LA QUESTION DE LA LÉGITIMITÉ ET DU SOUTIEN

DEUX QUESTIONS PRINCIPALES DOIVENT SE POSER :

- Quelles sont les parties prenantes qui assurent la légitimité du projet ?

Dans la communauté d'action, il y a une diversité d'acteurs : des acteurs institutionnels, des acteurs économiques, des acteurs de l'ESS, etc. Ces acteurs ont des légitimités différentes (juridique, économique, éthique...) et il faut veiller à prendre en compte leurs représentations et leurs apports respectifs pour le projet.

- Quels moyens sont-ils prêts à y consacrer ?

Il s'agira ici de mettre en avant les différentes ressources (humaines, technologiques, financières, etc.) à disposition de chaque acteur agissant pour la communauté d'action. On veillera alors à ce que les moyens soient proportionnés, notamment au niveau des financements, par rapport aux objectifs fixés.

LE TROISIÈME CÔTÉ DU TRIANGLE EST CELUI DE LA CAPACITÉ D'ACTION

Dans le même temps, il est nécessaire de toujours avoir en tête la capacité d'action de la communauté d'action. Une fois que l'enjeu de cette communauté est défini, il faudra se poser la question du plan d'action et, des moyens à mobiliser.

- Comment atteindre l'objectif ? Le plan d'action est-il soutenable ?

Une fois qu'on a créé une dynamique il faut pouvoir marquer des points, produire des résultats. Dans la valeur publique il y a une dimension sous-estimée c'est que le public n'est pas seulement attentif aux résultats que l'on obtient mais aussi à la façon dont les actions sont mises en place. Il faut avoir une ambition transformatrice mais il faut aussi faire preuve d'un réel pragmatisme. Avec le troisième côté du triangle on s'assure ainsi que les moyens qui sont susceptibles d'être alloués sont possibles, acceptables et soutenables sur le long terme, en fonction de l'objectif.

- De quoi chaque partie prenante est-elle responsable ?

Il y a une responsabilité collective dans la conduite de projet, mais aussi une responsabilité particulière à chaque partie prenante : il faut le formuler et en rendre compte.

- Comment mesure-t-on les résultats ?

Comment ferons-nous pour à chaque instant être capable de connaître l'état d'avancement du projet ? La communauté d'action doit savoir ce qu'elle fait concrètement, ce qu'elle produit et mesurer sa capacité à atteindre ses objectifs. Il faut également s'assurer que les outils de mesure utilisés et l'activité ne soient pas tels qu'ils étouffent la capacité d'action.

- Quelle méthode adopterons-nous ?

Cette question se posera notamment pour s'assurer que les réussites et les échecs s'inscrivent dans un système d'apprentissage collectif pour que chacun puisse monter en compétence. Plus spécifiquement, pour le RNMA et la Fonda, il s'agira de s'assurer que la richesse de cette expérience viendra nourrir une vision plus globale des coopérations stratégiques.

CONCLUSION

UNE DERNIÈRE ÉTAPE TRÈS IMPORTANTE SERA LA FORMALISATION DES ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DES DIFFÉRENTES PERSONNES PRENANT PART À LA COOPÉRATION : QUI FAIT QUOI ?

Chaque membre de la communauté d'action doit être contributeur dans le cadre de l'expérimentation. La répartition des tâches de chacun est extrêmement importante et devra être formalisée dans une charte. La charte a donc pour objectif de fédérer les parties prenantes autour d'une vision commune de ce qu'ils veulent construire ensemble et des moyens mis en œuvre par chacun pour le faire.

La question de la gouvernance est nécessaire pour s'assurer d'avoir un cadre à l'organisation de la coopération. De plus, la question de la circulation de l'information est également essentielle : il faut s'assurer de favoriser les délégations des tâches et le partage des informations (notamment lors du départ des fondateurs).

Prochaine rencontre :

Vendredi 14 Avril

2ème atelier

De 9h30 à 17h00

A l'ULAMIR-CPIE à Lanmeur

Salle Steredenn (en face du collège)

Sur inscription ([cliquez sur ce lien](#))

Cette journée aura pour objectif de consolider la formulation des enjeux du territoire et d'établir une première cartographie des projets et acteurs locaux y répondant.

LISTE DES PARTICIPANTS

Une cinquantaine de personnes était présente ce 17 février :

Nathalie Bourdon - En vrac à l'ouest
Emilie CARIOU-MENES - Pôle ESS du Pays de Morlaix
Emilie Euzen - HEOL - agence locale de l'énergie et du climat du Pays de Morlaix
Vincent RESSIGUIER - UNIK informatique
Fabien MELIQUE - UNIK informatique
Nicolas Makeiew - Buzuk
Marion Volant - Auberge de jeunesse Morlaix
Patricia Stéphan - Elue Ville de morlaix - Transition écologique, développement durable, animation du centre-ville
Nathalie Barnet- Adjointe au Maire en charge de la transition écologique et développement durable. Conseillère déléguée à la transition énergétique Morlaix Communauté.
Camille Bonnet - Morlaix Communauté – service prévention déchets Défi des foyers presque zéro déchet
Caroline Leroy-déniel - Au fil du Queffleuth et de la Penzé
Christine Bon - Citoyenne
Laurane Besnard - Citoyenne
Véronique Futtersack - Association Les Gasier.e.s de la Baie
Philippe Gautier - Citoyen
Pascal Cadiou - A Pied A Vélo en pays de Morlaix
Marie-Emmanuelle Grignon - Eco-Bretons
Christiane Lellig - Citoyenne
Tristan Brisset -Essences bois
Laurence Mermet - Lycée de Suscinio & Eco-Bretons
Damien Ladan - Association 'agir pour l'environnement et le patrimoine ' sur le Haut Léon & Eco bretons
Sylvie Tanguy - Citoyenne
Clémentine Voisin - Pays de Morlaix - schéma de cohérence territorial
Dorothee Le Gal - Morlaix Communauté - alimentation durable
Charles Flamanc - Fédé B
Sophie Sanchez - ULAMIR-CPIE Morlaix-Trégor
Gael Feat - GOUPIL & artisan en impression 3D et gravure laser à 3DFG.
Stéphan Guillemot - shifters et citoyen engagé
Jean-Pierre Quéau - Bretagne vivante
Valentin Elineau - Morlaix communauté - Plan Climat
Nadège Le Men - en vrac à l'ouest
Sabrina Toudic - Citoyenne
Jean-Luc Bourvon - Agir pour l'Environnement et le Patrimoine dans le Haut-Léon.
Emilie Périou - Auto entrepreneuse & citoyenne
Aude Gestin - Doujan
Bérangère GELE - Bretagne Vivante Morlaix
Morel Philippe - Fondation RTE
Dominique Ardon - Eau et rivières

L'équipe technique

Shana Mahieddine - service civique - RESAM
Elodie Potin - RESAM
Solenne Timon - RESAM
Andréa Lauro - RESAM
Maël Cordeau - RESAM
Fanny Allais-Kerrien - RESAM
Anouk Sellier - Administratrice RESAM
Bénédicte Compois - Administratrice RESAM & CPIE ULAMIR
Eliane Le Duff- Pôle ESS du Pays de Morlaix
Mathieu Cirou - co-président RESAM & Repair
Bastien Engelbach - FONDA
Margaux Krebs - FONDA

Yannick Blanc - Vice-Président FONDA
RESTITUTION 17.02.23 // COOPÉRATIONS-
TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES